

À l'approche des législatives de 2026
l'Istiqlal tente un nouveau repositionnement

Istiqlal:

la stratégie d'un **programme**
avant les candidats
à l'approche des élections de 2026



Par **Adnane Benchakroun**
membre du Conseil National

**Istiqlal : la stratégie d'un programme avant les
candidats à l'approche des élections de 2026**

Préambule

Ce petit livret n'a pas la prétention d'être un manifeste ni un programme officiel. Il est simplement une tentative de partager l'esprit de ce que j'ai pu observer, entendre et comprendre au contact des militantes et des militants du Parti de l'Istiqlal ces derniers mois. Un esprit fait d'échanges, de débats parfois vifs mais toujours animés par la conviction que la politique doit rester un outil au service de l'intérêt général.

L'ambiance qui règne au sein du parti est, à bien des égards, positive. Elle reflète une mobilisation réelle et une volonté collective de se préparer aux échéances à venir avec sérieux et méthode. Dans les réunions, dans les rencontres régionales, dans les discussions informelles entre militants, on perçoit une énergie particulière, celle d'une formation politique qui cherche à conjuguer son héritage historique avec les exigences d'un Maroc en mutation.

Cette dynamique dessine peu à peu un horizon. Un horizon où la réflexion stratégique prend le pas sur l'improvisation, où les idées précèdent les ambitions personnelles et où la préparation d'un projet collectif devient la priorité. Le débat qui traverse aujourd'hui les rangs du parti est d'ailleurs révélateur de cet état d'esprit. Il se structure autour d'une question simple mais fondamentale : comment articuler le bilan de l'action publique avec des promesses réalistes et réalisables pour l'avenir ?

Ce dialogue interne, que l'on pourrait résumer par la formule « bilan contre promesse réalisable », constitue en réalité le cœur du moment politique que traverse le parti. Il oblige chacun à regarder lucidement ce qui a été accompli, à reconnaître ce qui

reste à faire et à imaginer les réponses que le pays attend pour les années à venir.

Ce livret est donc avant tout un témoignage et une contribution. Il ne prétend pas clore le débat. Il cherche simplement à en restituer l'esprit : celui d'une mobilisation politique qui s'organise, d'une réflexion collective qui s'approfondit et d'une volonté affirmée de construire, pour l'avenir, un projet crédible et durable.

À mesure que l'échéance électorale de 2026 se rapproche, les partis politiques marocains affinent leurs stratégies et cherchent à redéfinir leur rapport aux citoyens. Dans ce contexte, le Parti de l'Istiqlal affiche une orientation qui se veut à la fois méthodologique et politique : construire son programme électoral avant même de désigner ses candidats. Une approche présentée comme une rupture avec certaines pratiques bien ancrées dans la vie politique nationale, où les listes électorales sont parfois arrêtées longtemps avant que les projets ne soient réellement débattus.

À travers une série de rencontres régionales et de consultations avec les citoyens, notamment les jeunes, le parti dirigé par Nizar Baraka affirme vouloir élaborer un programme participatif couvrant la période 2026-2035. Éducation, dignité sociale, confiance dans les institutions et renouvellement de l'offre politique figurent parmi les axes mis en avant. Derrière ces déclarations se dessine une ambition plus large : restaurer la crédibilité du débat politique et reconnecter l'action publique avec les attentes réelles de la société marocaine.

Construire le programme avant les candidatures : une inversion de logique politique

Dans la pratique politique marocaine, l'ordre des priorités a longtemps semblé immuable. D'abord les candidats, ensuite les équilibres territoriaux, puis les alliances locales. Le programme, lui, arrivait souvent après, comme une formalité destinée à habiller une mécanique déjà décidée ailleurs. En affirmant vouloir construire son projet électoral avant même de désigner ses candidats, le Parti de l'Istiqlal revendique une rupture méthodologique qui mérite d'être observée de près.

L'idée peut sembler simple. Elle est pourtant profondément subversive dans un système politique où la personnalisation des scrutins domine largement la culture programmatique. En plaçant le programme au centre, le parti affirme vouloir repartir du terrain, des attentes des citoyens et notamment des préoccupations des jeunes. Les noms ne viendraient qu'ensuite, comme la conséquence logique d'un projet politique partagé.

Cette approche pose implicitement une question fondamentale : à quoi sert un parti politique s'il ne commence pas par définir une vision collective ? Car dans de nombreux cas, la logique électorale fonctionne dans l'autre sens. On identifie d'abord des profils capables de gagner une circonscription, puis on construit autour d'eux un discours plus ou moins cohérent.

En annonçant vouloir inverser cette logique, l'Istiqlal cherche à se repositionner sur un terrain qui a longtemps constitué l'une de ses forces historiques : celui du parti d'idées et de cadres. L'enjeu dépasse d'ailleurs le simple exercice électoral. Il s'agit aussi de restaurer un lien de crédibilité entre les formations

politiques et une opinion publique souvent convaincue que les programmes ne sont que des catalogues de promesses sans lendemain.

Construire un programme en amont oblige en effet à une discipline intellectuelle plus exigeante. Cela suppose de hiérarchiser les priorités, d'identifier les moyens nécessaires et surtout d'accepter que certaines promesses ne puissent pas être faites. En ce sens, la démarche revendiquée s'inscrit dans une volonté de produire une feuille de route crédible plutôt qu'un simple document de campagne.

Reste évidemment une question essentielle : la pratique suivra-t-elle l'intention ? L'histoire politique marocaine regorge d'exemples où les bonnes résolutions se sont dissipées au moment décisif de la constitution des listes électorales. Car lorsque les logiques locales, les équilibres internes et les calculs électoraux entrent en scène, les principes programmatiques sont souvent les premiers à vaciller.

Si l'expérience réussit, elle pourrait néanmoins contribuer à réhabiliter une dimension souvent oubliée de la politique : celle de la construction collective d'un projet de société.

Une critique implicite des pratiques politiques dominantes

Dans la vie politique marocaine, certaines habitudes ont fini par acquérir le statut de tradition. Parmi elles figure la tendance des partis à annoncer très tôt qu'ils ont déjà identifié la majorité de leurs candidats pour les élections à venir. Cette pratique, présentée comme une preuve d'organisation et d'anticipation, est pourtant critiquée par certains acteurs politiques qui y

voient une manière de confondre stratégie électorale et construction politique.

En soulignant qu'il n'est ni réaliste ni pertinent d'avoir déjà arrêté la quasi-totalité des candidatures plusieurs mois avant le scrutin, la direction du Parti de l'Istiqlal envoie un message à double lecture. D'un côté, il s'agit de se démarquer d'une culture politique fondée sur la précipitation et les arrangements internes. De l'autre, c'est une critique implicite adressée à ceux qui privilégient la logique des personnes au détriment de celle des idées.

La question est loin d'être anodine. Dans de nombreux systèmes politiques, la personnalisation excessive de la vie publique a souvent pour effet d'appauvrir le débat. Les programmes deviennent secondaires, les orientations idéologiques s'estompent et les campagnes électorales se transforment en compétitions individuelles où la notoriété locale compte davantage que la cohérence politique.

En dénonçant cette dérive, l'Istiqlal cherche à réintroduire une dimension programmatique dans le débat public. L'idée défendue est que les partis devraient d'abord définir ce qu'ils veulent faire pour le pays avant de décider qui sera chargé de porter ce projet devant les électeurs.

Ce raisonnement repose sur une logique simple. Un candidat ne devrait pas être choisi uniquement pour sa capacité à gagner une circonscription, mais pour sa capacité à défendre un programme et à s'inscrire dans une vision collective. Autrement dit, la politique devrait rester une affaire de projets avant d'être une affaire de personnes.

Cette critique touche un point sensible de la culture politique marocaine. Car depuis plusieurs années, de nombreux observateurs constatent une forme de dépolitisation des campagnes électorales. Les débats de fond y occupent souvent moins de place que les équilibres locaux ou les stratégies individuelles.

En rappelant cette évidence — qu'un programme devrait précéder les candidatures — le parti tente donc de repositionner le débat sur le terrain des idées. Reste à savoir si cette posture critique se traduira par une pratique réellement différente. Car dans un système politique où les contraintes locales restent fortes, les principes affichés se heurtent souvent à la réalité du terrain.

La politique est rarement un laboratoire idéal. Mais chaque tentative de réintroduire un peu de méthode dans ce chaos organisé mérite d'être examinée avec attention.

Le rejet du phénomène du « Moul Chkara »

Dans le lexique politique marocain, certaines expressions disent plus que de longs discours. « Moul Chkara » en fait partie. Littéralement « l'homme à la sacoche », le terme désigne ces candidats dont la principale qualification politique réside dans leur capacité financière. Des profils capables de financer leur campagne, de soutenir leur parti et parfois, selon les critiques, d'acheter leur place sur une liste électorale.

Le phénomène n'est pas propre au Maroc. Dans de nombreux pays, la relation entre argent et politique constitue l'une des zones grises les plus persistantes de la démocratie contemporaine. Mais dans le contexte marocain, la question

est particulièrement sensible car elle touche directement à la crédibilité des partis et à la confiance des citoyens.

En dénonçant explicitement cette pratique, la direction du Parti de l'Istiqlal tente d'envoyer un signal clair. La sélection des candidats ne devrait pas dépendre de leur capacité financière mais de critères plus classiques : la compétence, l'intégrité et l'adhésion aux valeurs du parti.

Sur le papier, cette position relève presque de l'évidence. Dans la réalité, elle suppose un changement culturel profond. Car les campagnes électorales coûtent cher. Les partis disposent souvent de ressources limitées et certains profils fortunés apparaissent, dans ce contexte, comme des solutions faciles.

La décision d'encadrer le processus de sélection par des procédures internes formalisées — appelées « Masatir » — vise précisément à limiter cette dérive. L'objectif affiché est de garantir une certaine transparence dans le choix des candidats et d'éviter que l'argent ne devienne un facteur déterminant.

Cette question dépasse d'ailleurs la seule dimension morale. Lorsque les candidatures sont influencées par la puissance financière, le risque est de voir la représentation politique se déconnecter des réalités sociales. Les élus deviennent alors moins représentatifs de la société qu'ils sont censés incarner.

Le rejet du « Moul Chkara » s'inscrit donc dans une tentative plus large de restaurer la crédibilité de la vie politique. Il s'agit de rappeler que la politique devrait rester un espace de service public et non un investissement personnel.

Mais comme souvent dans ce domaine, la véritable épreuve sera celle de la pratique. Les électeurs jugeront moins les déclarations que les listes qui seront finalement présentées. Si les principes annoncés se traduisent effectivement par une sélection fondée sur le mérite, l'initiative pourrait marquer une évolution significative.

Dans le cas contraire, l'expression « Moul Chkara » continuera de hanter le débat politique marocain comme le symbole d'une démocratie qui peine encore à se libérer de certaines habitudes.

La jeunesse au cœur du projet politique

La jeunesse occupe une place centrale dans la rhétorique politique contemporaine. Chaque parti affirme vouloir la représenter, l'écouter ou lui ouvrir les portes de la responsabilité. Mais entre le discours et la réalité, l'écart reste souvent considérable. Dans de nombreux cas, les jeunes apparaissent davantage comme un argument de campagne que comme des acteurs réels de la décision politique.

Le Parti de l'Istiqlal affirme vouloir rompre avec cette approche symbolique. Dans la démarche présentée par ses responsables, la jeunesse ne serait plus simplement un public cible mais un véritable partenaire dans l'élaboration du programme politique. L'objectif est de transformer une catégorie souvent décrite comme désengagée en une force de proposition.

Concrètement, cette ambition se traduit par l'organisation de sessions d'écoute et de consultation destinées à recueillir les préoccupations des jeunes. Les thèmes qui reviennent le plus

fréquemment témoignent d'une lucidité assez frappante : la corruption, l'éducation et la santé figurent parmi les priorités identifiées.

Ces préoccupations ne surprennent guère. Elles reflètent les attentes d'une génération confrontée à des défis économiques et sociaux considérables. Le chômage des jeunes, la qualité de l'enseignement et l'accès aux services publics constituent aujourd'hui des questions centrales pour une grande partie de la population marocaine.

Mais la démarche revendiquée va plus loin que la simple consultation. Le parti annonce vouloir accompagner certains jeunes dans leur parcours politique et les porter comme candidats lors des prochaines élections. Cette orientation traduit une volonté de renouvellement générationnel qui pourrait contribuer à transformer progressivement le paysage politique.

Le défi reste toutefois immense. La politique demeure un univers exigeant, parfois brutal, où l'expérience et les réseaux jouent un rôle déterminant. Permettre à de nouveaux profils d'émerger suppose non seulement de leur ouvrir les portes mais aussi de leur offrir un véritable accompagnement.

Au-delà des candidatures, l'enjeu est également culturel. Il s'agit de convaincre une génération souvent sceptique que la politique peut encore être un outil de transformation collective. Dans un contexte où la confiance envers les institutions reste fragile, cette mission ressemble parfois à un pari.

Mais l'histoire politique montre que les sociétés qui réussissent à intégrer leurs jeunes dans la vie publique sont aussi celles

qui parviennent à se renouveler le plus efficacement. Donner une place réelle à la jeunesse n'est donc pas seulement une question de représentation. C'est aussi une condition essentielle pour préparer l'avenir.

Un processus participatif de grande ampleur : 15 000 jeunes impliqués

Dans un paysage politique souvent accusé de fonctionner en vase clos, l'annonce de la participation de 15 000 jeunes à l'élaboration d'un diagnostic et de propositions politiques constitue un signal intéressant. Ce chiffre, avancé par le secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, Nizar Baraka, donne une idée de l'ampleur du dispositif participatif que le parti affirme avoir mis en place dans le cadre de son Pacte du 11 janvier pour la jeunesse.

Derrière ce processus se dessine une tentative de répondre à une critique récurrente adressée aux formations politiques : celle de produire des programmes dans des cercles restreints, souvent éloignés des réalités vécues par les citoyens. En organisant des rencontres régionales et des sessions de dialogue, l'objectif est de reconnecter la construction programmatique avec les préoccupations du terrain.

La démarche repose sur une intuition simple : pour être crédible, une politique publique doit être nourrie par l'expérience de ceux qui en seront les bénéficiaires ou les victimes. Dans le cas de la jeunesse marocaine, cette logique est particulièrement pertinente. Les jeunes représentent une part importante de la population et constituent l'un des groupes les plus directement touchés par les mutations économiques, sociales et technologiques.

Le processus participatif mis en avant par l'Istiqlal s'inscrit également dans une évolution plus large de la culture politique contemporaine. Dans de nombreux pays, les partis cherchent à renouveler leurs méthodes de consultation afin de mieux capter les attentes de la société. Les outils numériques, les forums régionaux et les consultations citoyennes sont devenus des instruments de plus en plus utilisés.

Mais la participation ne vaut que si elle débouche sur des résultats tangibles. L'un des pièges des démarches participatives est de rester symbolique : les citoyens sont invités à s'exprimer, mais leurs propositions ne se traduisent pas toujours dans les décisions finales. La crédibilité du processus dépend donc de la capacité du parti à intégrer réellement ces contributions dans son programme.

Si cette ambition est tenue, l'expérience pourrait contribuer à renforcer la légitimité du projet politique présenté lors des prochaines échéances électorales. Un programme élaboré à partir d'une consultation large possède en effet une force particulière : il ne se présente plus seulement comme la vision d'un appareil partisan, mais comme l'expression d'une réflexion collective.

Dans un contexte où la confiance entre citoyens et institutions reste fragile, ce type de démarche peut jouer un rôle important. Elle rappelle que la politique, dans sa dimension la plus noble, consiste aussi à organiser le dialogue entre les aspirations de la société et les décisions publiques.

L'éducation, cœur du malaise générationnel

S'il existe un sujet capable de cristalliser les attentes et les frustrations de la jeunesse marocaine, c'est bien celui de l'éducation. Lors de la rencontre consacrée à ce thème dans le cadre des travaux de l'Alliance des économistes istiqlaliens, la question posée par Nizar Baraka résume à elle seule le malaise : l'éducation que nous recevons nous garantit-elle réellement la dignité que nous espérons ?

Cette interrogation touche à l'un des paradoxes majeurs du système éducatif marocain. Le pays consacre plus de 6,5 % de son produit intérieur brut à l'éducation, un effort financier considérable pour un pays en développement. Pourtant, les résultats restent en deçà des attentes.

Les chiffres évoqués lors de cette rencontre sont révélateurs. Près de 1,5 million de jeunes se trouvent aujourd'hui hors du système d'éducation, de formation ou d'emploi. Cette catégorie, souvent désignée sous le terme de NEET (Not in Education, Employment or Training), constitue un défi majeur pour la cohésion sociale.

À cela s'ajoute une fracture territoriale persistante. La durée moyenne de scolarisation atteint 7,9 années en milieu urbain, contre 3,2 années seulement dans les zones rurales. Cette inégalité illustre l'une des grandes difficultés du système éducatif marocain : offrir les mêmes chances à tous les enfants, quel que soit leur lieu de naissance.

Mais la question de l'éducation dépasse largement les statistiques. Elle touche à une dimension plus profonde : celle de la confiance entre les générations et les institutions. Lorsque

les jeunes ont le sentiment que leurs efforts scolaires ne se traduisent pas par des opportunités réelles, la crédibilité du système s'effrite.

En posant frontalement la question de la dignité, Nizar Baraka cherche précisément à reconnecter l'éducation avec sa finalité première. L'école ne doit pas seulement transmettre des connaissances ; elle doit aussi permettre à chacun de trouver sa place dans la société.

La réforme du système éducatif constitue donc l'un des chantiers les plus stratégiques pour l'avenir du Maroc. Car derrière les salles de classe se joue en réalité une question beaucoup plus large : celle du contrat social entre l'État et la jeunesse.

Assumer le bilan gouvernemental : une stratégie risquée mais lisible

Dans la vie politique marocaine, l'approche des élections produit souvent un phénomène bien connu : la tentation de se distancier de son propre bilan gouvernemental. Les partis qui participent au pouvoir ont parfois tendance à minimiser leur responsabilité dans les décisions prises durant la législature, préférant mettre en avant leurs promesses futures plutôt que leurs réalisations passées.

Le Parti de l'Istiqlal affirme vouloir adopter une stratégie différente. Selon les déclarations de ses responsables, le parti entend présenter de manière sereine et factuelle le bilan de ses ministres dans le gouvernement actuel avant de proposer son programme pour l'avenir.

Cette posture peut paraître évidente dans une démocratie mature. Pourtant, elle comporte une part de risque politique. Assumer son bilan signifie accepter le débat sur les réussites mais aussi sur les limites de l'action gouvernementale. Cela suppose de défendre des décisions parfois impopulaires et d'en expliquer la logique.

Mais cette stratégie possède aussi un avantage majeur : elle renforce la lisibilité politique. Les électeurs peuvent juger un parti non seulement sur ses promesses, mais aussi sur ce qu'il a effectivement réalisé lorsqu'il était aux responsabilités.

Dans le cas de l'Istiqlal, cette démarche s'inscrit dans une volonté de cohérence. Le parti considère que la crédibilité de son programme futur dépend en partie de la solidité de son bilan passé. Autrement dit, il serait difficile de promettre des réformes ambitieuses si les réalisations précédentes ne témoignent pas d'une capacité réelle à gouverner.

Cette logique repose sur une conception plus exigeante de la responsabilité politique. Les partis ne devraient pas seulement être jugés sur leurs intentions, mais sur leur capacité à transformer ces intentions en politiques publiques concrètes.

Reste évidemment une inconnue : la perception des électeurs. Dans un contexte économique et social complexe, l'évaluation du bilan gouvernemental peut varier considérablement selon les sensibilités politiques et les situations individuelles.

Mais en choisissant de défendre son action plutôt que de l'esquiver, l'Istiqlal tente de s'inscrire dans une tradition politique où la responsabilité publique n'est pas une charge à fuir mais un engagement à assumer.

Penser la politique sur une décennie : l'horizon 2026-2035

La politique marocaine est souvent rythmée par les échéances électorales. Les programmes se concentrent sur les cinq années d'une législature, et l'horizon stratégique dépasse rarement le prochain scrutin. Dans ce contexte, l'idée d'inscrire un projet politique dans une perspective de dix ans apparaît comme une tentative de changer de temporalité.

En choisissant d'intituler ses rencontres régionales « Plan d'action 2026-2035 », le Parti de l'Istiqlal cherche à installer le débat sur une durée plus longue. L'objectif n'est pas seulement de préparer l'élection de 2026, mais de définir une trajectoire politique capable de s'inscrire dans la continuité.

Cette approche repose sur une conviction simple : les grands chantiers de transformation économique et sociale ne peuvent pas être menés à bien dans le cadre d'un seul mandat. Les réformes de l'éducation, de la formation ou du développement territorial nécessitent souvent plusieurs années pour produire leurs effets.

Penser la politique sur une décennie suppose également de dépasser certaines logiques partisans. Un programme conçu pour durer doit être suffisamment solide pour être poursuivi par des gouvernements successifs, même lorsque les équilibres politiques évoluent.

Cette vision rejoint une réflexion plus large sur la gouvernance publique. Dans un monde marqué par des transformations rapides — révolution technologique, transition énergétique, mutations démographiques — les États doivent développer des stratégies capables d'anticiper les défis futurs.

Pour le Maroc, la décennie qui s'ouvre sera particulièrement déterminante. Le pays devra relever plusieurs défis majeurs : la création d'emplois pour une population jeune, la modernisation de son économie, l'adaptation aux changements climatiques et l'amélioration des services publics.

En inscrivant son projet dans l'horizon 2026-2035, l'Istiqlal cherche donc à se positionner sur le terrain de la planification stratégique. L'ambition est de proposer non pas une simple plateforme électorale, mais une vision de long terme.

La réussite d'une telle approche dépendra évidemment de sa capacité à se traduire en politiques concrètes. Mais elle rappelle une vérité souvent oubliée dans la politique contemporaine : gouverner, ce n'est pas seulement gérer le présent. C'est aussi préparer l'avenir.

Reste désormais la seule question qui compte réellement en politique : celle de la confrontation avec les électeurs. Les intentions, les méthodes et les promesses devront bientôt passer l'épreuve du terrain. Car au Maroc, comme ailleurs, la politique n'est jamais jugée dans les discours mais dans les urnes. Et le rendez-vous est déjà inscrit dans le calendrier démocratique : les élections auront lieu le 23 septembre 2026.

Adnane Benchakroun / Mars 2026